



# ***Vigilance antifasciste***

***Bulletin du groupe de travail "extrême-droite"***

***n°1 Mai 2023***

- **Présentation du groupe**
- **Articles publiés sur notre site depuis septembre 2022**



*Ce bulletin est également disponible en pdf, sur demande à : [mathieu.dargel@gmail.com](mailto:mathieu.dargel@gmail.com)*

## PRÉSENTATION DE NOTRE GROUPE DE TRAVAIL

Tant qu'il le faudra.

La décision de créer un groupe de travail interne à notre organisation, composé de camarades de Paris et de régions a été prise lors de notre réunion nationale de juin 2022. Il a commencé à fonctionner dès le mois de septembre, sur la base de réunions mensuelles.

Il a pour objet de présenter des analyses et réactions sur la situation de l'extrême droite et des droites extrêmes, de préparer des argumentaires et de former des militants et militantes de la GES sur cette question.

Il revient au Groupe de Travail d'impulser un travail de réflexion et de formation au niveau des régions des départements et ou des villes (ex : contre-argumentaires, réflexions sur les stratégies d'implantation de l'Extrême-droite, ses liens avec les forces de police locales ou avec certaines structures de l'Etat.).

✓ Parce que l'ensemble des structures de la GES sont concernées par cet aspect politique de notre activité militante.

✓ Parce que l'antifascisme n'est pas, pour nous, une fin en soi, mais demeure nécessaire tant que l'extrême droite, le fascisme et ses racines ne seront pas éradiqués.

Nous proposons à toutes celles et tous ceux qui veulent agir contre l'extrême droite de commenter, augmenter, corriger et partager des informations, de se former, d'informer et de transmettre. Nous avons à cœur d'analyser et d'alerter notre organisation, de travailler avec d'autres, de ne pas perdre de vue que l'activisme antifasciste ne doit pas être un entre-soi viriliste mais au contraire de créer et de stimuler un mouvement de résistance et de vigilance contre le fascisme.

Nous alimenterons le site de la GES autant qu'il le faudra et porterons nos analyses dans l'organisation et nous proposerons des formations aux militants et militantes de la GES.

L'abominable meurtre de la jeune Lola, aux proches de laquelle nous apportons toute notre solidarité, a déclenché une immonde campagne de récupération politique à l'initiative de l'extrême droite et des franges les plus droitières des « Républicains ». On y retrouve, dans une communication parfaitement construite, l'ensemble des théories répressives, complotistes et racistes développées depuis de nombreuses années.

L'annonce de l'arrestation, quelques heures à peine après les faits, d'une jeune femme manifestement déséquilibrée et d'origine étrangère a été le prétexte d'un déferlement inouï de haine anti-immigrés, d'appels à une justice expéditive et au rétablissement de la peine de mort. Le tout accompagnant des critiques sans cesse renouvelées contre une politique sécuritaire supposée « laxiste » des gouvernements qui se sont succédés ces dernières décennies.

Plusieurs forces étaient à la manœuvre dans le lancement de cette campagne dont l'indécence a même perturbé certains politiques et commentateurs jusque là plutôt silencieux, voire complaisants, avec les obsessions sécuritaires de la droite extrême. Dès mercredi, on a pu voir les parlementaires LR, tant Eric Pauget à l'Assemblée Nationale que Bruno Retailleau au Sénat, entonner les mêmes refrains xénophobes que Jordan Bardella et Eric Zemmour. C'était à qui irait le plus loin dans l'ignominie, à qui déverserait le plus de mensonges et d'invraisemblances, pour profiter de cet horrible fait divers.

Jusque-là, rien de nouveau, quand on se souvient des campagnes ouvertement racistes qui ont rythmé les campagnes présidentielles de 2002 et 2007, par exemple. Mais c'est dans la rue que les organisations d'extrême-droite ont voulu mobiliser et tenter de rassembler sur les thèmes mis en avant par une structure proche d'Eric Zemmour : l'Institut Pour la Justice (IPJ). Cette Institut se présente comme une association « indépendante », de défense des victimes, un think tank produisant des notes et des études sur la justice et la criminalité. L'IPJ s'inscrit dans la longue tradition des cercles et associations mises en place par la droite et l'extrême-droite pour intervenir sur ces terrains, mobiliser et jouer un rôle de lobby, depuis la fin des années 1970. La plus ancienne de ces structures, et la plus connue, a été l'association « Légitime Défense » fondée en 1978. Son président était Francis Romerio, ancien premier président de la Cour de Sécurité de l'Etat et l'un des vice-président Claude Aupeix [1] dirigeant d'un syndicat de policiers fascisant, la Fédération professionnelle indépendante de la police, dont plusieurs membres avaient été impliqués dans des actions violentes de groupuscules néo-nazis. Légitime Défense prônait la peine de mort, son rétablissement après 1981, et le droit à la légitime défense armée. L'association s'illustre dans la défense de petits commerçants victimes de cambriolages et ayant blessé ou tué leurs agresseurs, ou de policiers ayant fait usage de leurs armes dans des conditions illégales. Chacune de ces affaires devient, dans les années 80, l'occasion d'une campagne pour le Front National. Elle disparaît au début des années 2000, avec le décès de son fondateur.

L'IPJ, créé en 2007, est dirigé par Pierre-Marie Sève. Il milite depuis sa création pour des mesures toujours plus répressives et tente de jouer le rôle de lobby pour durcir tous les projets de lois concernant la justice, la prison, l'échelle ou l'application des peines. A l'occasion de la campagne présidentielle, l'IPJ publie un catalogue de 30

mesures dont 13 seront intégralement reprises par le candidat Zemmour, parmi lesquelles l'expulsion des délinquants étrangers ou la suppression des aides sociales pour les parents de délinquants. Bien que se déclarant « apolitique », l'IPJ a multiplié les contacts avec les représentants les plus conservateurs de la droite, comme le député UMP Jean-Paul Garraud, passé depuis au RN ou avec les équipes d'Eric Zemmour.

C'est donc « naturellement » que l'IPJ se charge d'organiser, le jeudi 20, une manifestation dénonçant le laxisme du gouvernement et exigeant la « justice pour Lola », à laquelle, dans un premier temps, vont se rallier toute la droite des LR, Eric Ciotti en tête, le RN, Reconquête et toute la galaxie des groupuscules identitaires et fascisants. C'est le moment choisi par Eric Zemmour, opportunément invité sur de nombreux plateaux, pour relancer son nouveau concept de « francocide ». Il s'agit de démontrer que dans le cadre du « Grand Remplacement » il existe un plan visant à assassiner des « français de souche » et que le meurtre de Lola s'inscrit dans cette conspiration. Devant ce délire complotiste, on se croirait presque devant un nouveau Protocole des Sages de Sion !

Soucieux de préserver son image, l'IPJ insiste alors sur le fait que cette manifestation sera apolitique et qu'aucun slogan n'y sera toléré, on verra plus loin ce qu'il en a été. Devant l'indignation qui commence à s'exprimer dans certains médias et par la voix d'élus de gauche et de Renaissance, LR d'abord, puis le RN se désolidarisent de cette manifestation, à laquelle, originellement, Jordan Bardella avait appelé. Fidèle à sa stratégie de notabilisation du RN, Marine Le Pen a voulu maintenir un cordon sanitaire autour de Zemmour et, surtout, ne pas s'afficher avec la frange la plus radicale de l'extrême-droite. Finalement la manifestation du jeudi 20 se tiendra devant quelques centaines de personnes, dont Eric Zemmour, entouré des principales figures de Reconquête. Très vite le côté « apolitique » vole en éclats sous les slogans racistes scandés par les membres des groupes identitaires, ex-Zouaves Paris, de Civitas, et d'Action Française.

La manifestation de Paris sert alors de tremplin à plusieurs actions de cette frange : manifestations ou rassemblements rapides de quelques dizaines ou centaines de personnes à Lyon, Rennes et dans d'autres villes, tags racistes sur la mosquée de Pessac, collages d'affiches racistes dans plusieurs villes, action symbolique de projection d'un slogan sur la façade des locaux de la France Insoumise à Paris.

Le bilan de cette séquence est simple :

- Eric Zemmour et les cadres de Reconquête issus des courants identitaires, Samuel Laffont et Damien Rieu, tentent de profiter de l'émotion causée par la mort de Lola pour relancer, en particulier par une très agressive campagne sur les réseaux sociaux, leur mouvement en difficulté depuis les élections.
- Le concept de « francocide » permet de faire un lien, en termes de propagande, entre les thèmes racistes et xénophobes d'une part et les agitations sécuritaires.
- Le slogan « Immigrés Assassins » en est un parfait exemple. Apparaissant sur la banderole de tête de la manifestation de Lyon, il devient le fédérateur des franges les plus radicales.

Alors que la famille et les proches de Lola avaient déclaré, par l'entremise de leurs avocats, s'opposer à toute récupération politique du drame qui les frappe, ils ont été malheureusement confrontés à une ignoble indécence.

Camille Boulègue

[1] Voir l'article Police et extrême-droite un mélange explosif : <https://ensemble-mouvement.com/?p=804>

*Le 18e congrès du Rassemblement national qui se tient le 5 novembre à Paris est un événement à double titre. Devant illustrer une nouvelle étape de la normalisation du parti voulue par Marine Le Pen, ce rendez-vous politique majeur intervient un mois à peine après le cinquantième anniversaire du FN créé en 1972 par les néo-fascistes d'Ordre nouveau et rassemblant alors des pétainistes, poujadistes, néonazis et autres partisans de l'Algérie française dans une « concrétisation de l'unité du nationalisme français ». Il va par ailleurs marquer la fin symbolique d'une époque puisque pour la première fois, ce ne sera pas un/une Le Pen qui dirigera le RN/FN. Mais si l'attention médiatique se porte sur le duel opposant Jordan Bardella à Louis Aliot, ce qui demeure avant tout un enjeu d'image pour le parti ne doit faire oublier que le pouvoir réel restera entre les mains de celle qui a décidé de se consacrer depuis juin dernier à la présidence du groupe parlementaire RN à l'Assemblée nationale.*

On l'aurait presque oublié tant son emploi par la presse généraliste est massif depuis l'accession de Marine Le Pen à la tête du parti en 2011, mais le néologisme « dédiablement » a été forgé à la fin des années 1980 par les responsables du FN. Ce terme n'est pas neutre et consacre une vision du monde s'ancrant au plus profond de l'orthodoxie frontiste. Raison pour laquelle la stratégie de même nom a été poussée très loin durant la décennie suivante par Bruno Mégret. La fille Le Pen n'a fait que reprendre cette tradition à son compte en l'accentuant et en l'accompagnant d'un nouveau champ sémantique, arme essentielle dans la bataille politique. Mais si le ripolinage de façade est indéniable, les fondamentaux du parti restent inchangés comme le rappelle très justement l'historienne Valérie Igounet : « immigration, insécurité, priorité nationale ». Le RN demeure un parti national-populiste fait pour être le réceptacle des mécontentements plus que pour présenter une offre idéologique institutionnellement crédible.

Depuis la scission de 1999, il n'y a plus de courants au FN/RN, et Marine Le Pen a progressivement imposé la ligne unitaire après avoir succédé à son père lors du congrès de Tours où l'adversaire d'alors, Bruno Gollnisch, faisait office de faire valoir. Tous les clans ont été éliminés et l'allégeance à la « présidente » est totale. D'ailleurs les adhérent.e.s de la formation frontiste ne vont-ils pas devoir choisir entre deux candidats qui se revendiquent du « marinisme » ? Mais au-delà du conflit générationnel, il ne faut guère chercher de divergences politiques majeures entre le président par intérim (depuis septembre 2021) et l'ancien dir'cab' de Jean-Marie Le Pen. Tout au plus des sensibilités et une appréciation différente quant à l'importance à accorder aux élus locaux.

### **Jordan Bardella, visage de l'extrême-droite nouvelle génération**

L'eurodéputé Jordan Bardella fait figure de grand favori. Il a reçu ces dernières semaines le soutien de la majorité des cadres du parti. Qu'il s'agisse des jeunes

députés de la « génération Marine » (le trésorier Kevin Pfeffer, la membre du BP Edwige Diaz, le raciste médiatique Julien Odoul), des ex-transfuges de chez Dupont Aignan regroupés dans l'association « gaulliste » l'Avenir Français et désormais très proches de Marine Le Pen (les députés Jean-Philippe Tanguy, Thomas Ménagé ou encore Alexandre Loubet) sans parler de ces figures télégéniques à la trajectoire peu rectiligne au regard de leur positionnement passé. Ainsi la parlementaire du Var Laure Lavalette qui en 2014 se déclarait « marioniste » en référence à Marion Maréchal et affichait des positions très anti-IVG. Ou encore la députée du Nord, Caroline Parmentier, ex-rédactrice en chef du quotidien d'extrême droite Présent.

Car si l'ambitieux Bardella, rentré au FN à 17 ans, aime à rappeler son origine d'enfant de Drancy en Seine-Saint-Denis pour mieux valoriser la prétendue réussite de la stratégie de normalisation de Marine Le Pen, son ascension rapide dans l'appareil tient autant à sa capacité de se choisir les bons parrains dans l'appareil qu'à ses messages adressés à l'ensemble du spectre de l'extrême-droite, y compris les plus radicaux. 2015 est l'année du premier coup d'accélérateur dans la carrière de cet homme pressé qui a fréquenté très tôt l'ex dirigeant du GUD, Frédéric Chatillon, conseiller occulte de Marine Le Pen et homme d'affaires multi-condamné. Élu conseiller régional en Ile-de-France sur la liste conduite par le trésorier, Wallerand de Saint-Just, Bardella devient dans le même temps assistant parlementaire à Strasbourg. Il a été recruté par Jean-François Jalkh, un « historique » du FN/RN qui va occuper nombre de mandats électifs et postes à responsabilité dans le mouvement, au point de devenir l'un des rares proches du père Le Pen à réussir la transition mariniste. La nostalgie de Jalkh pour Pétain ne l'empêchera nullement d'occuper la présidence du parti durant l'entre-deux-tours de la présidentielle en 2017. Jusqu'à son retrait public pour des propos négationnistes quelques mois plus tard.

Le FN/RN étant avant tout une histoire de famille, rien de tel que de rentrer dans le cercle intime du clan pour progresser rapidement dans le parti.

Jordan Bardella est le conjoint de Nolwenn Olivier, la nièce de Marine Le Pen. Sa belle-mère, Marie-Caroline Le Pen, aurait dû succéder au fondateur du parti si elle n'avait été écartée des instances dirigeantes du FN suite à l'aventure Mégret en 1999. Revenue finalement en grâce après 2016 et la mise au placard de Jean-Marie Le Pen, elle est par ailleurs l'épouse de Philippe Olivier. Cet ancien mégrétiste, passé par De Villiers et Dupont Aignan est désormais un très proche conseiller de Marine Le Pen, et par ailleurs membre influent de la stratégique commission nationale d'investiture au sein de laquelle il cohabite avec un certain... Jean-François Jalkh, mais aussi avec son gendre, Jordan Bardella.

Si depuis son retour dans le giron frontiste, il s'est fait un ardent défenseur de la stratégie de normalisation, Philippe Olivier, par ailleurs bien introduit dans les réseaux nationalistes du Kremlin, n'en défend pas moins une ligne identitaire.

Une ligne que Jordan Bardella incarne d'une certaine manière sans pour autant en assumer le terme. Car, celui qui se vit comme le meilleur soldat de Marine Le Pen, n'a cessé durant la campagne présidentielle

d'adresser des messages à l'électorat de Zemmour en multipliant les allusions à la théorie raciste et complotiste du « grand remplacement ».

Son ascension rapide lui vaut déjà nombre d'inimitiés dans l'appareil. Ce ressenti de la part de cadres locaux ne devrait cependant pas lui être préjudiciable tant Jordan Bardella a démontré un art certain à manier les paradoxes internes et à incarner la plus pure tradition d'extrême-droite au sein du RN.

### **Louis Aliot n'est plus le gendre idéal**

L'ancien compagnon de Marine Le Pen n'est qu'un candidat de témoignage, bien qu'il soit membre du FN/RN depuis 1990, qu'il y ait exercé différentes fonctions de premier plan comme secrétaire général de 2005 à 2010, vice-président de 2011 à 2018 ou membre du bureau national depuis 2018.

Il a largement œuvré dans l'exercice de dédramatisation et du processus de normalisation du parti sous l'ère Marine Le Pen. D'une part en nettoyant des résidus d'antisémitisme et de racialisme, de l'autre en polissant un discours « socialement de gauche, économiquement de droite ».

Il a réussi à conquérir en 2020 la mairie de Perpignan au terme d'une campagne de droite traditionnelle, sans convoquer ni le logo du RN ni Marine Le Pen, et tout en veillant à se tenir éloigné des affaires du parti. Une stratégie à la Robert Ménard – maire de Béziers -, en somme.

S'il peut compter sur les fiefs électoraux conquis le long du pourtour languedocien (grand chelem aux législatives dans l'Aude et les Pyrénées-Orientales), sur l'appui d'une bonne partie des cadres de la région Occitanie, il a aussi récupéré le soutien d'un autre bastion municipal du parti, au nord cette fois-ci – avec le duo Briois/Bilde, à la manœuvre dans le bassin minier d'Hénin-Beaumont et énervé par le « sectarisme » du jeune président par interim. L'ancien directeur de cabinet de Jean Marie Le Pen a cependant été lâché par ses soutiens dont le député européen Jérôme Rivière, passé chez Eric Zemmour, et son ami de vingt-huit ans Jean-Lin Lacapelle qui lui préfère son concurrent.

Parti très tard dans une campagne interne pour le moins atone, bénéficiant d'une notoriété moindre, Louis Aliot a semblé vouloir accélérer ces derniers jours, en ouvrant ce qui s'apparente de prime abord à un débat idéologique face à Jordan Bardella.

C'est au détour d'une tribune remarquée dans le quotidien libéral l'Opinion que le maire de Perpignan ambitionne de parachever la normalisation du RN. Pour cela, il enjoint son parti « d'ouvrir le chemin d'un Bad Godesberg à la française », dénonce la tentation des idées identitaires, dézingue Zemmour et déclare vouloir « couper le cordon d'une histoire tumultueuse et ambiguë qui permettra à notre mouvement d'arriver à sa pleine maturité en parlant aux Français de toutes origines et de toutes religions.»

Des paroles aux actes, celui qui en son temps n'avait jamais sourciller devant les multiples sorties antisémites et négationnistes du père Le Pen décore, le jour même de la parution de sa tribune, les époux Klarsfeld de la médaille de la ville de Perpignan.

En se rendant à la cérémonie de remise de cette médaille, Serge et Beate Klarsfeld commettent une

grave faute politique. A vouloir jouer aux plus fins avec le RN, en espérant peser d'une manière ou d'une autre sur les enjeux de son Congrès, en croyant favoriser par leur présence à Perpignan une ligne plus républicaine, ils se fourvoient de bien des manières. Ils font, tout d'abord, sauter quelques digues supplémentaires et laissent croire que certains au RN peuvent être politiquement fréquentables. Par leur simple présence et par l'évocation de leur passé de « chasseurs de nazis », ils laissent entendre que l'antisémitisme n'est plus qu'une vieilleries dépassée de l'héritage du RN et de l'extrême-droite, alors qu'il suffit de regarder la propagande de tant de sites et de publications pour savoir qu'il n'en est rien. Ils laissent ainsi la porte grande ouverte à toutes les falsifications et au révisionnisme historique qui s'est répandu d'une manière si impudente à l'occasion de la campagne d'Éric Zemmour. Dédramatiser le RN de tout vestige d'antisémitisme sans remettre ouvertement en cause l'ensemble de son discours nativiste et la fumeuse théorie du « Grand Remplacement », c'est, enfin, donner crédit à ses prétentions d'être un allié de la communauté juive contre on ne sait quel complot islamiste.

### **Combattre plus que jamais cet ennemi**

Avec plus de 13 millions de voix au second tour de la présidentielle, ses 89 députés et ses deux vice-présidences à l'Assemblée nationale, le RN a bel et bien franchi un palier dans sa recherche de notabilisation. Ce changement de stature qui s'accompagne de moyens financiers et humains supplémentaires conséquents à son échelle, doit être pris au sérieux par notre camp social. Plus que jamais au centre du jeu politique, entre une droite LR radicalisée et affaiblie, des partisans de Zemmour caricaturaux dans l'outrance et un pouvoir macroniste – Darmanin en tête – qui ne cesse, par son positionnement idéologique, d'accentuer plus encore sa banalisation, le RN va vouloir faire de son congrès de succession une démonstration de force.

Mais derrière les discours de tribune qui ne manqueront pas d'être consensuels et quel que soit le nouveau président élu, le RN est et restera un parti d'extrême droite ouvertement raciste et anti-social. Un ennemi absolu dont les idées doivent être combattues pied à pied au quotidien en dénonçant la supercherie de son programme « social ». Les votes de ses députés (contre l'augmentation du SMIC, l'indexation des retraites sur l'inflation, le blocage du prix sur le carburant ou encore le retour de l'ISF) sont de ce point de vue révélateurs de la véritable nature du RN.

Camille Boulègue

*Depuis le mois de septembre, pas une semaine sans que la presse régionale et nationale ne se fasse l'écho des exactions commises par des membres de l'extrême droite radicale, un peu partout en France. Militants syndicalistes, antiracistes et antifascistes, mais aussi minorités ethniques, religieuses ou de genre sont la cible privilégiée d'une nébuleuse de groupuscules locaux, issus des mouvances identitaires, nationalistes et néonazis. De Paris à Marseille, en passant par Albi, Clermont-Ferrand ou encore Besançon, se multiplient agressions et dégradations, souvent signées et revendiquées. Réceptacle historique de l'extrême droite radicale et terreau de son développement, Lyon est particulièrement frappée par cette vague de violence qui sévit depuis plusieurs mois. Si la capitale des Gaules n'a jamais été épargnée par ces agissements au cours des dernières décennies, leur fréquence et leur intensité semblent corrélées aux récents succès électoraux du RN. Normalisée à l'Assemblée, l'extrême droite est désinhibée dans les rues.*

## **Dégradations et agressions en série partout en France**

Croix gammées, croix celtiques et inscriptions homophobes ont été retrouvées le 4 novembre à Albi, près de la cité scolaire Bellevue. Scènes similaires du côté de Montpellier, où aux tags ouvertement racistes apparus le 18 octobre sur les murs de l'université Paul Valéry ont succédé le 11 novembre des messages xénophobes et homophobes découverts sur les locaux de deux syndicats étudiants et d'une association de solidarité et d'aide aux personnes exilées. Ces dégradations ciblées, aux références nazies revendiquées, se répètent un peu partout en France, notamment dans les villes étudiantes où l'extrême droite se déploie, des murs de la faculté de droit de Poitiers, aux locaux du Parti communiste français à Chambéry et Marseille ou de l'UNEF à Clermont-Ferrand. Des lieux de cultes et des résidences de particuliers dans des zones de plus faible densité sont également visés, comme en témoignent les insultes islamophobes et antisémites retrouvés respectivement sur les murs d'une mosquée en Normandie et sur la porte d'entrée et le véhicule d'un habitant de Bizanet, en Occitanie.

Ces actes de vandalisme et d'intimidation sont le fait d'une nébuleuse de mouvements locaux éclatés et proches des milieux néonazis, nés sur les cendres des organisations nationales dissoutes par l'Etat (Génération Identitaire et le Bastion Social en tête), auxquels viennent s'ajouter de jeunes cadres et militants issus des rangs du Rassemblement National, de Génération Zemmour, de la Cocarde Étudiante, ou encore de l'Action Française. Rassemblés autour d'un même socle réactionnaire, alliant haine des minorités, opposition au mouvement social et anti-gauchisme primaire, ces groupuscules rassemblent localement quelques dizaines d'individus, souvent très mobiles au sein d'une même région. Leur force réside dans leur capacité à faire l'unité dans l'action en dépit de leurs divergences idéologiques, par le partage d'une même vision du monde « enracinée » et le recours à la violence physique comme mode d'expression politique.

Fidèle à cette description, l'extrême droite radicale a déployé au cours des derniers mois tout son répertoire d'action. Aux scènes de dégradations évoquées précédemment se sont ajoutées agressions individuelles,

descentes collectives et autres opérations coup de poing, au sens figuré comme au sens propre du terme. Le journal Libération recense ainsi près de 30 agressions commises par l'extrême droite depuis la rentrée, soit en moyenne une tous les deux jours. Plusieurs attaques contre des militants politiques et des syndicalistes étudiants ont été rapportées entre septembre et novembre à Montpellier où le local de Solidaires a été dégradé pour la quatrième fois, ainsi que ceux de la Cimade et de Révolution Permanente, La Rochelle, Clermont-Ferrand, Rennes, Auxerre ou encore Angers. Des actions de plus grande ampleur ont également eu lieu, comme dans la commune rurale de Callac, en Bretagne, où une manifestation contre un projet d'accueil de migrants a été organisée début novembre avec le soutien politique du RN et de Reconquête ! et l'appui de milices armées. L'extrême droite radicale s'est également illustrée fin août par ses chants et saluts nazis lors d'un défilé nocturne improvisé dans les rues de Besançon. À Paris, le rassemblement organisé par l'Institut pour la Justice, proche d'Eric Zemmour, en « hommage » à la jeune Lola, s'est transformé en catharsis collective, sur fond d'incitation à la haine et à la violence contre les étrangers. Décliné dans plusieurs villes avec son lot de débordements, comme à Rennes, l'évènement s'est soldé dans la capitale par la prise à partie de journalistes.

## **Lyon, épice de la violence d'extrême droite**

Si la multiplication des faits de dégradation et d'agression a pour corollaire l'homogénéisation de l'implantation territoriale de l'extrême droite radicale, il n'en demeure pas moins que certaines villes sont plus touchées que d'autres. La singularité lyonnaise en matière d'extrême droite fait de la capitale des Gaules le théâtre privilégié du cycle de violence initié depuis le mois de septembre par les groupuscules nationalistes, identitaires et néonazis, aux premiers rangs desquels figurent Lyon Populaire et Les Remparts, engeances locales du GUD et de Génération Identitaire, ayant pour habitude de faire ensemble le coup de poing au sein du « Guignol Squad ».

La première de ces attaques remonte au 22 septembre, où un lycée a été agressé dans le quartier d'Ainay, dans le 2ème arrondissement, pour avoir tenté de décoller un sticker marqué d'une croix celtique. Sa porte d'immeuble est taguée quelques jours plus tard : « Lyon est nazie. Rappelle-toi en batard ».

Par la suite, deux attaques se sont succédé au cours du weekend du 14 octobre. Alors qu'ils quittaient un rassemblement pour la libération de Georges Abdallah, des militants du Collectif 69 Palestine ont été pris en chasse sur les quais de Saône par des assaillants masqués. L'un d'entre eux a été violemment agressé place Bellecour et s'en est sorti avec plusieurs dents cassées. Deux jours plus tard, c'était au tour du piquet de grève des hommes et femmes de ménages de la gare de Perrache d'être attaqué par un groupe de militants d'extrême droite, dont des membres du groupuscule Clermont Nationaliste. La bache des grévistes mobilisés pour la conservation de leur emploi a été subtilisée, ainsi que des drapeaux du syndicat CNT-Solidarité ouvrière. Revendiquée photo à l'appui sur le canal Telegram « Ouest Casual », où les néofascistes des quatre coins de l'Europe relaient leurs faits d'armes, l'action revêt un caractère raciste indéniable : les agents ciblés sont presque tous d'origine étrangère.

La situation a atteint son paroxysme une semaine plus tard, lorsque près de deux cents membres de l'extrême droite radicale réclamant « justice pour Lola » se sont

réunis à Lyon pour l'occasion et ont défilé illégalement dans les rues du centre-ville. Chauffés à blancs et prêts à en découdre, ils ont parcouru la ville en scandant « immigrés assassins », sans être à aucun moment inquiétés par les forces de police.

En l'absence de réponses politiques et judiciaires, la série noire se poursuit. La marche contre les violences sexistes et sexuelles du 26 novembre a été perturbée à son passage dans le Vieux Lyon par le collectif identitaire Némésis. Dans le même temps, le cortège a été attaqué par des hommes cagoulés, armés de matraques télescopiques et de gazeuses lacrymogènes.

Les actions violentes de l'extrême droite sont monnaie courante dans les rues lyonnaises, où se succèdent depuis le début des années 2010 agressions politiques, dégradations de locaux et expéditions punitives, allant parfois même jusqu'à la tentative de meurtre à l'arme blanche, comme dans le Vieux Lyon en 2014. Cette particularité s'explique par un certain nombre de facteurs qui font de Lyon le réceptacle historique des extrêmes droites radicales et le terreau de leur développement. Citons pêle-mêle : une droite non-gaulliste qui a historiquement cherché des soutiens dans la société civile lyonnaise auprès de ces franges les plus radicales, et qui s'est alliée au RN en 1998 pour ravir la Région Rhône-Alpes ; le rôle d'interface que joue le RN lyonnais entre les courants nationalistes-identitaires et catholiques ; l'implantation territoriale dans certains quartiers, par l'ouverture de locaux faisant office de bars ou de salles de sport ; le développement historique de réseaux de réflexions et d'instituts de formation, aussi bien au sein de l'Université Lyon 3 et de l'Université Catholique de Lyon que dans des cercles et instituts privés ; et, enfin, la tolérance de longue date des autorités politiques locales vis-à-vis de ces groupes d'extrême droite et des actions qu'ils mènent.

La nouveauté et la dangerosité de la situation actuelle réside dans la gravité des attaques et dégradations récemment commises contre des personnes et des biens, et leur concentration sur une période resserrée. Cela coïncide avec la montée du RN dans les urnes et sa normalisation à l'Assemblée nationale, à laquelle participent activement la majorité présidentielle et la droite libérale-conservatrice.

### **La mise en action dans les rues de l'idéologie réactionnaire du RN à l'Assemblée**

La multiplication des attaques de l'extrême droite depuis septembre est indiscutablement liée à un regain préalable de son activité au moment de la campagne présidentielle. L'avènement de la figure d'Éric Zemmour sur la scène politique est venu contrebalancer la stratégie de « dédramatisation » du RN, légitimant de nouveau une pensée et un discours néofasciste décomplexés, jusqu'à encourager le passage à l'acte. Tout le monde a encore aujourd'hui bien en tête les images de la violente agression des militant-es de SOS Racisme par des membres des « Zouaves Paris », proches du GUD et du mouvement hooligan, lors du meeting de Villepinte, en décembre 2021.

Le nouvel élan donné à ce cycle de violence depuis le mois de septembre s'explique en partie par la radicalisation d'une frange de la jeunesse de droite extrême, notamment sur les campus universitaires. Les agressions et dégradations que nous avons recensées ont très souvent impliqué des jeunes militants passés par Génération Zemmour, l'organe de jeunesse de Reconquête ! ou par la Cocarde Étudiante, son satellite sur les campus.

Néanmoins, le principal moteur de la recrudescence des

exactions d'extrême droite semble être l'ascension électorale du RN et sa normalisation à l'Assemblée. Loin de s'être éloigné de ses racines politiques racistes, libérales et nationalistes, et plus puissant que jamais, le parti lepéniste continue d'entretenir des liens étroits avec les mouvances les plus radicales, comme en témoignent la permanence de liens formels et informels avec la « GUD connexion ». Ces ex-membres du syndicat étudiant d'extrême droite, connu pour sa violence, ont joué un rôle dans la campagne présidentielle de Marine Le Pen, par l'intermédiaire de la société de communication digitale e-Politic. Ils sont également réputés proches du nouveau Président du RN, Jordan Bardella, qui compte un certain nombre de militants identitaires dans son entourage.

La place que le RN acquiert progressivement au sein des institutions et la respectabilité croissante dont il bénéficie – ce dont le parti présidentiel et la droite libérale-conservatrice sont responsables – servent aujourd'hui à la fois de caution et de catalyseur à l'extrême droite radicale. Politiquement peu inquiétée, ses attaques et actes d'intimidation sont renvoyés dos-à-dos avec ceux de « l'ultra-gauche », dans un relativisme mensonger des plus dangereux pour la démocratie et l'État de droit. Convaincus que leurs idées ne sont plus minoritaires et que la victoire est à portée de main, les militants les plus radicaux n'ont plus peur d'afficher et de déployer au grand jour leur projet politique réactionnaire, qu'ils mettent en pratique dans les rues par la stigmatisation et la persécution de groupes d'individus dont l'épuration permettrait à leurs yeux de « régénérer le corps social national ».

Normalisée à l'Assemblée, l'extrême droite est désinhibée dans les rues. Le RN et les valeurs au cœur de son projet antisocial et mortifère doivent être combattus politiquement, dans une perspective unitaire, avec plus d'ardeur que le sont aujourd'hui les actions violentes commises dans nos villes par la nébuleuse de groupes locaux issus des mouvances identitaires, nationalistes et néonazies.

Camille Boulègue et GES 69

*Ce qui devait arriver arriva. Le lundi 5 décembre au soir, 2 militants du collectif Fermons les locaux fascistes qui distribuaient des tracts ont été violemment agressés par des nervis d'extrême-droite. Le plus jeune d'entre eux, sympathisant de la France Insoumise souffre de plusieurs blessures et fractures. La seconde, âgée de 70 ans a été violemment jetée à terre, sa tête heurtant le sol. Ces deux camarades ont été hospitalisés.*

*Bien entendu, des plaintes seront déposées.*

*Nous assurons ces camarades de toute notre solidarité.*

*De la part de l'extrême-droite, nous étions habitués-es aux actions coups de poings (Montpellier, Lyon, frontières, mosquées en construction...). Depuis quelques temps, nous assistons à de nouvelles formes de mobilisations, moins spectaculaires mais qui lui permettent d'engranger des gains préoccupants.*

*Cela commence au Lycée Watteau de Valenciennes (59) Des étudiant·es de la classe préparatoire littéraire du lycée Watteau de Valenciennes (Nord) devaient rencontrer, vendredi 2 décembre, les bénévoles de l'association L'Auberge des migrants à Calais dans le cadre d'une initiation au travail de recherche sociologique.*

*Cette sortie pédagogique a été annulée pour raison de sécurité par le Rectorat suite à une triple campagne de haine et de dénigrement menée sur les réseaux sociaux, qui vaut à l'enseignante de bénéficier d'une protection juridique de la part de l'éducation nationale. Cette campagne de harcèlement a été menée par les associations « Parents vigilants » et « Protégeons nos enfants », faux-nez de Reconquête. Des communiqués politiques de Reconquête dénoncent le « grand endoctrinement » dont se rendraient coupables les enseignants, et on trouve sur le site de Riposte laïque des insultes et des menaces de mort extrêmement violentes à l'encontre de la professeure. De son côté, le site Fdesouche stigmatise nommément l'enseignante. Reconquête rétropédale.*

*L'enseignante estime avoir fait « l'objet d'une instrumentalisation par un parti qui est à l'agonie et cherche à se relancer. Sauf que ce sont les fondamentaux de l'école de la République qui sont attaqués ». Le réseau Parents vigilants cautionne les contestations qu'affrontent des enseignants, particulièrement en histoire, lorsqu'ils font un cours sur l'islam ou sur la Shoah. « Ces gens s'arrogent l'expertise des inspecteurs généraux de l'éducation nationale, tacle-t-elle. C'est extrêmement grave si on ne peut plus documenter l'histoire sur le réel. »*

*En fin de compte, l'entreprise zemmourienne a réussi à faire annuler une sortie pédagogique dans l'indifférence générale, en l'absence de mobilisations d'appui à l'enseignante, et avec l'Etat qui baisse pavillon. C'est un premier exemple d'une campagne qui se déroule sur plusieurs fronts.*

## **La bataille de Callac (22)**

L'affaire de Callac, qui mériterait une étude plus approfondie, est un bon condensé des méthodes utilisées par la sphère zemmourienne, aussi bien dans ses campagnes contre les migrants que dans l'articulation entre mobilisations locales et utilisation des réseaux sociaux.

Callac est un gros bourg de 2233 habitants du centre Bretagne, dans la 4ème circonscription des Côtes d'Armor, dont la députée est Mme Murielle Lepvraud, LFI-NUPES (élue avec 53,39% des voix).

En 2022, la fondation Merci, qui mène des projets d'aide au développement à Madagascar et promeut les fermes en permaculture, propose à la municipalité de Callac le projet "Horizon". Convaincu que la population

migrante est une chance pour la France, le Fonds de dotation Merci mène depuis 2018 une réflexion collaborative visant à repenser l'accueil des populations réfugiées. C'est ainsi qu'est né le projet « Horizon », qui consiste à rénover ou construire un village avec des personnes (réfugiées ou non-réfugiées) qui, grâce à leurs savoir-faire, participent au développement d'activités économiques, sociales et culturelles, répondant ainsi aux besoins locaux.

Un groupe d'habitant·es nommé « Les Amis de Callac » se mobilise rapidement contre ce projet sur la base du racisme ordinaire. Ce collectif est rejoint par Reconquête et Riposte laïque, qui embrayent sur la thématique du « grand remplacement » et disent « défendre Callac contre l'invasion ». Il est également soutenu par une kyrielle de groupes locaux ou nationaux, tels que les Patriotes de Florian Philippot, le Parti de la France, Place d'Armes (le site de militaires à l'origine de la tribune des officiers contre le gouvernement en 2021), ou encore l'Association des Maires pour le Bien Commun, repaire d'antivax complotistes.

Comme à Watteau, la campagne de l'extrême-droite se construit sur plusieurs niveaux : des campagnes de haine et de menaces à l'encontre de celles et ceux qui défendent les projets visés (en l'occurrence, des menaces de viol et de meurtre à l'encontre de la conseillère municipale porteuse du projet) ; des manifestations politiques organisées par le RN et Reconquête, avec la présence de Gilbert Collard, qui rameutent des participants de la France entière et toute la nébuleuse identitaire de Bretagne. Mais aussi – et on est ici loin de l'activisme « coup de main » de l'extrême-droite – un dîner-débat à La Chapelle-Neuve (22) le mercredi 19 octobre, avec Guillaume Peltier, vice-président de Reconquête, dont le projet d'accueil de réfugié·es "Horizon" a été l'un des principaux thèmes.

Comme à Watteau, on constate la démission de l'Etat. D'après une enquête de Médiapart, les militants favorables au projet accusent la préfecture d'avoir laissé l'extrême-droite organiser deux rassemblements, alors que le maire de la commune aurait réclamé, selon plusieurs sources, leur interdiction. « Le préfet minimise les faits et fait le distinguo entre menaces virtuelles et réelles », affirment-ils. Sollicitée, la préfecture répond que « ces rassemblements ont été autorisés par le maire » et met en avant « la liberté de manifester ».

Bien entendu, des contre-manifestations s'organisent, aussi bien lors des manifs de l'extrême-droite que lors du dîner-débat de Reconquête. Après tout, nous sommes au centre du Trégor, chargé d'histoire de luttes de maquis et de résistances, ancien bastion du PC rural, où la conscience antifasciste est forte. Les élu·es du secteur, les maires et sénateurices, les partis politiques, syndicats et associations se sont largement mobilisé·es contre ces attaques et en faveur du projet.

Malgré tout, le projet a fini par être abandonné par le maire (divers gauche), dans des conditions démocratiques discutables. Peut-être que la résistance à l'extrême-droite n'a pas été suffisante, ou pas suffisamment bien organisée, se basant trop sur des valeurs morales (toutefois nécessaires) et sans objectifs politiques assez affirmés, au-delà du « No pasaran ».

Il faut également revenir sur un signe inquiétant que

masque le résultat global des dernières élections. Certaines communes du Trégor, au second tour des présidentielles, ont donné la majorité de leurs suffrages au RN. Quelques communes, dont Callac et Chapelle Neuve, ont vu entre 2017 et 2022 des scores MLP en progression de 50, 60 voire 70 % !

L'affaire de Callac est revendiquée par l'extrême-droite comme une première victoire et comme un modèle de mobilisation anti-accueil de réfugié-es, qu'il s'agirait de reproduire. Dans un entretien publié sur le site de Riposte Laïque, Catherine Blein, animatrice des « Amis de Callac », annonce qu'elle va continuer le combat contre tous les projets de l'association "Horizon", devenue "Viltais", à commencer par celui prévu à Paimpol. Elle s'associe également aux actions menées par le même réseau contre le projet de centre d'accueil de Saint Brévin les Pins (Loire Atlantique). Depuis début décembre, la même nébuleuse d'extrême-droite tente de s'opposer à l'implantation d'un Centre d'accueil pour demandeurs d'asile dans la commune. Une manifestation a été organisée le 11 décembre, fraîchement accueillie par plus de 200 militant-es soutiens du projet.

### Quelques enseignements

Nous pouvons tirer quelques enseignements de ces actions récemment menées par l'extrême-droite. Elles témoignent d'une nouvelle stratégie basée sur le labourage en profondeur et la déclinaison de ses thèmes principaux en fonction des réalités locales. L'usage des réseaux sociaux de manière ciblée et très agressive contre les animateur·trices des projets qu'elle dénonce, ou contre les élu-es et responsables locaux qu'elle souhaite neutraliser, est un élément avec lequel il va falloir composer. C'est en effet un facteur de démobilitation individuelle des personnes directement visées par de telles campagnes. Il va falloir apprendre à riposter, à la fois par des moyens juridiques, des mobilisations locales, et des campagnes permanentes de pédagogie et de solidarité sur les réseaux sociaux. L'extrême-droite va poursuivre ce genre de campagnes immondes, notamment sur ses thèmes phares que sont l'opposition à l'accueil des réfugié-es et l'attaque de certain-es enseignant-es et programmes éducatifs. Nous devons nous y opposer sur d'autres bases qu'un simple appel au respect des "valeurs morales" et de la mémoire et de l'histoire de notre pays. Nous devons refuser la résignation et promouvoir les valeurs de solidarité, mais aussi faire de la démarche unitaire le centre de tout notre combat antifasciste.

Camille Boulègue et Correspondant-es GES Tregor.

## LE RASSEMBLEMENT NATIONAL ET L'ÉCOLOGIE, SIMPLE VERNIS OU PROJET POLITIQUE ?

08/03/2023

*Marine Le Pen parle d'écologie. A bas bruit. Depuis son accession à la présidence du Front national en 2011 elle occupe le terrain écologique, formule des propositions et cherche à rendre crédible son parti sur tous les sujets, y compris ceux traditionnellement de gauche[1]. Damer le pion aux Verts et à toute organisation se réclamant de l'écologie politique est une stratégie électorale. En feignant de répondre à une préoccupation du siècle elle continue son entreprise de dédramatisation et cherche à s'adresser à un électorat le plus large possible.*

### Economie circulaire, surproduction, coopératives et attrape-mouches

Lire le Livret écologie de Marine Le Pen pour sa campagne de 2022 est une expérience troublante. On y trouve une critique de la surconsommation, un éloge des « marchés de seconde main », de la réparation, du recyclage et une reconnaissance du « dérèglement du climat ». Une opération de décryptage s'impose.

Le Rassemblement national affiche la volonté de « mettre en place (une) économie circulaire » débarrassé de tout « bien d'usage en vente qui ne soit réparable [2] » et de « vente sans indication sur la durée de vie du produit ». Un discours séduisant pour n'importe quel électeur ayant une fibre écologiste. Les deux leviers permettant la mise en place d'un tel marché où le recyclage et la réparabilité des objets seraient centraux sont l'information des consommateurs et de possibles et floues incitations fiscales. Nous sommes loin d'une économie autonome, hors des contraintes actuelles du marché puisque ces deux leviers ne sont en rien contraignants pour les fabricants, ne leur imposant rien de coûteux. Au contraire, une incitation fiscale est un gain, un transfert de l'argent public vers le privé. Ces leviers reposent sur certains des fondements mêmes de l'économie néolibérale. Un consommateur éclairé est plus rationnel, une incitation fiscale fonctionne.

Un vernis vert de bonne guerre en ces temps de préoccupation écologique. Mais le programme de Marine Le Pen va plus loin.

### « L'écologie c'est la frontière »

Le cadre général du discours frontiste à propos de l'environnement est double. Un retour à l'Etat-nation et le refus des migrants. On lit ainsi dans le Livret écologie de 2022 que « L'écologie est incompatible avec le libre-échange (...) l'écologie est incompatible avec l'ouverture des frontières [3] ». Le refus du cadre législatif européen ou de toute bataille coordonnée à une échelle continentale ou mondiale au profit d'un repli sur une législation nationale. Ainsi, après avoir organisé une « contre COP 21 [4] » et nié l'existence d'un dérèglement climatique causé par l'activité humaine [5] Marine Le Pen reconnaît l'existence de ce dernier sans se prononcer sur ses causes [6]. Dérèglement sans cause donc, dont on peine à voir l'articulation avec l'échelle globale de lutte. L'agenda de réduction des gaz à effet de serre sera fixé « en fonction de la situation de la France, de la trajectoire des pays voisins et des autres

continents, en fonction des objectifs fixés par l'accord de Paris [7]. »

Un brin de soupçon se fait nécessaire. En ouvrant son Livret écologie sur la déclaration que « La France figure dans les cinq pays où l'environnement est le moins dégradé, (qu') aucune ville française ne figure dans les cinq cent villes les plus polluées au monde (...) ! » et que « Ce n'est pas aux Français de payer les fautes des autres ! [8] » nous lisons un renvoi vers de supposés ennemis ou coupables, non nommés. Possiblement les Etats-Unis, la Chine ou les pays en voie d'industrialisation. Mais aussi une inversion de la position historique de la France qui a pu réaliser son industrialisation en partie grâce aux ressources fossiles extraites au sein de son empire colonial.

Une mauvaise foi patriotique au service d'une limite objective. Le R.N. veut traiter un problème mondial à une échelle nationale. Encore une fois les leviers concrets pour traiter la question climatique sont flous. Les propositions de rétablissement des droits de douane avancées jusqu'aux alentours de 2017 [9] ont laissé aujourd'hui la place à une formulation vague, « protéger notre économie de la concurrence déloyale et revoir les accords de libre échange qui ne respectent pas les intérêts de la France » [10].

La frontière c'est aussi le refus des migrants. La formulation la plus nette a été faite par Jordan Bardella lorsqu'il menait la campagne du Rassemblement national lors des européennes de 2019. Il déclare aux Echos, que « Le meilleur allié de l'écologie c'est la frontière » juste après avoir déclaré que les garde-côtes européens étaient des « hôtesse(s) d'accueil pour migrants » et annoncé une baisse de la fiscalité en partie financée par les économies faites sur « les soins de santé gratuits aux clandestins » [11].

Le migrant, le nomade, les racines et les petits oiseaux. Le refus des migrations par le R.N. s'incarne dans l'écologie en mobilisant un imaginaire de l'enracinement et une supposée opposition entre « nomades » et sédentaires. La figure du nomade recouvre tout ce qui se meut, les hommes, les idées, les capitaux. C'est le fil conducteur entre des déclarations islamophobes et délirantes telles que les « pays qui nous vendent en même temps leur pétrole (...) nous exportent leurs idéologies » prononcée par Marine Le Pen lors de la présentation des propositions issues du groupe de travail du R.N. sur l'écologie [12] en 2016 en passant par les embardées claires contre « le nomade » comme en 2019 où Marine Le Pen déclarait que « celui qui est enraciné, (...) est écologiste (...) » "Parce qu'il ne veut pas pourrir la terre sur laquelle il élève ses enfants. Celui qui est nomade, il s'en moque de l'écologie, car il n'a pas de terre ! » [13]. Nous arrivons au cœur du programme du R.N. : le Livret écologie propose un « contact direct avec le vivant » et promet que le « temps est fini de la technique comme séparation de la nature (...) le temps est venu de l'économie au service de relations apaisées et positives entre l'homme et la nature et de la maîtrise des techniques employées » [14].

Quel rapport entre la peur de celui qui se meut et le lien organique avec la nature ? On fait ici l'hypothèse que ce discours entre en cohérence avec le vieux fond ethno-différencialiste qui structure une partie des idées et des pratiques de l'extrême-droite européenne de la fin du XIXème siècle à nos jours en passant par le

national-socialisme. Les nazis, avaient mis le projet de fusion de l'homme avec la nature au cœur de leur idéologie en se basant sur l'idée qu'à chaque race appartient un sol [15]. Le déplacement hors de son sol « naturel », de naissance, de sang, conduit au dépérissement de la nation et du peuple. C'était déjà le nomade, en la figure du juif, qui avait corrompu par ses idées venues d'ailleurs le sang et le sol allemand. Remplacez le racisme biologique des nazis par le racisme culturel du R.N. et vous avez l'image actuelle du « nomade ». Le migrant détruit l'écosystème du fait même de sa présence, de son taux de natalité, de son idéologie, de ses pratiques culturelles, de sa religion. De même le Capital qui circule, produit, crée des machines, détruit le lien organique avec la nature. Il ne reste plus au Rassemblement national qu'à écrire que « les établissements scolaires seront incités à se doter des moyens nécessaires pour que chaque enfant côtoie la vie des végétaux ou d'animaux et échappe à la fascination exclusive des écrans numériques » [16].

### **Excluez le nomade cet empêchement d'écouter les petits oiseaux !**

C'est au prix d'une généalogie des énoncés du R.N. que nous voyons se dessiner la distinction entre un sol dit naturel et lié à une communauté sédentaire, qui a toujours été là et qu'il s'agit de défendre et son fossoyeur, le migrant. L'écho ou l'arrière-plan ethno-différencialiste posé nous pouvons lire l'extrait suivant du Livret écologie, « C'est dans la famille que se joue la responsabilité écologique. (...) Ce sont les populations unies par la longue durée de présence sur un territoire qui peuvent revendiquer leur complicité avec la nature, cette interdépendance avec l'environnement qui fait la diversité des cultures humaines [17], et que le nomadisme forcé et les migrations de masse détruisent sans retour » [18].

Le Rassemblement national a largement dé-biologisé le racisme pour le rendre culturel mais grâce à l'écologie il le re-naturalise en le plaçant sur le terrain d'une défense d'un lien organique entre une communauté ayant toujours été là, « enracinée » et menacée par un autre en mouvement.

Le R.N. est un parti « nationaliste vert » [19]. Il s'agit de défendre une nation voulue blanche ou a minima culturellement homogène en utilisant la crise écologique comme prétexte à la fermeture des frontières et « où le motif qui gouverne tous les autres, c'est de stopper et d'inverser l'immigration » [20].

### **Deux scénarios**

La question de l'accès au pouvoir du Rassemblement national se pose. Pris sous l'angle écologique et économique, le parti de Marine Le Pen se heurte à une contradiction. Le programme de repli sur l'Etat - nation va à l'encontre des transformations lourdes du capital qui est devenu, depuis au moins cinquante ans, international. Que faire pour une extrême-droite qui chercherait aujourd'hui des appuis au sein d'une bourgeoisie dont les liens avec le cadre étatique sont faibles ?

L'ouvrage Fascisme fossile du Collectif Zetkin nous interpelle sur deux dangers potentiels [21].

Un premier scénario. Une poussée de la gauche radicale

mettant au pouvoir un ou plusieurs gouvernements conséquents quant à la question écologique. Une politique fixe des objectifs d'atténuation du dérèglement climatique à hauteur des enjeux actuels soit une réduction de 5% à 10% des émissions nocives pour l'environnement par an, attendant par là et dans un effort coordonné à l'échelle internationale à l'extraction d'énergies fossiles et minières de grands groupes.

« Tous les secteurs de l'économie sont soumis à des quotas annuels, les PDG légalement responsables de leur respect, les surconsommateurs sanctionnés par de lourdes pénalités, avec l'objectif d'atteindre zéro émission sous vingt ans » [22].

Les solutions habituelles de la démocratie libérale pourraient, face à une offensive majeure contre le capital se révéler inefficaces. L'extrême-droite devenant alors, du fait de sa puissance électorale et institutionnelle déjà installée être un recours. Le Rassemblement national, devant se faire le défenseur du capital dont il ne cesse de dénoncer le « cosmopolitisme » et le manque « d'enracinement ». Cette hypothèse a le mérite de nous confronter à l'ampleur du choc politique à mettre en place si nous voulons atténuer le dérèglement climatique dans des proportions décentes.

Le second scénario est celui d'une « crise d'adaptation » [23]. Si aucune politique écologique n'est menée, le dérèglement climatique ira en s'empirant mettant en péril à moyen terme l'ensemble des ressources mondiales, n'épargnant aucune zone, certes à des degrés divers.

« Si les terres habitables et agricoles, si la nourriture, deviennent rares, ceux qui auront des stocks pourraient les garder plus jalousement que jamais, en tenant les étrangers à distance. Un contexte propice au développement de la "fortification" des communautés comme nouveau "paradigme social" » [24].

L'extrême-droite pourrait alors jouer à plein la carte du repli sur la nation jouant un rôle autoritaire de « fortification » contre des mouvements sociaux internes mais aussi contre des mouvements importants et réguliers d'exilés climatiques. Le R.N. avancerait le thème de la « préférence nationale » dans un contexte de pénurie ou de raréfaction des ressources. Préservant par là-même les intérêts capitalistes. Ces derniers cherchant dans un tel contexte de crise généralisée à préserver autant que possible leur modèle économique.

Cette seconde hypothèse montre un possible, ce qui pourrait arriver en cas d'inaction climatique.

## La naturalisation du politique

Une analyse du discours de Marine Le Pen montre que ses propositions écologiques les plus concrètes sont compatibles avec l'économie de marché. Une économie régulée prioritairement par l'Etat. Elle révèle aussi un projet fondé sur l'exclusion des migrants.

Nous avons avancé ici l'hypothèse que le programme de Marine Le Pen va plus loin. Le nationalisme vert du Rassemblement national est peut-être la porte d'entrée vers une naturalisation du politique. La bataille intellectuelle menée par le R.N. sur la question écologique ne répondrait alors pas exclusivement à un calcul d'intérêt tactique visant un électorat sensible aux questions écologiques en manque de repères mais permettrait aussi de saisir un des aspects essentiels de

la vision de l'humanité par l'extrême-droite institutionnelle française.

Camille Boulègue

1 Pour une généalogie et une analyse exhaustive des propositions du R.N. on lira l'article de Jean-Paul Gautier, De la haine de l'écologie au greenwashing nationaliste ? Le RN et l'environnement, Contretemps-web, 24 novembre 2021, <https://www.contretemps.eu/rassemblement-national-lepen-racisme-ecologie-nucleaire/>

2 Livret écologie, campagne de Marine Le Pen pour l'élection présidentielle de 2022, p. 13

3 Ibid. pp. 16 – 17

4 <https://www.europe1.fr/politique/ecologie-le-fn-prepare-une-contre-cop-21-2519063>

5 « Selon vous, les changements climatiques n'existent pas ? – Ce n'est pas ce que je dis. Je ne suis pas sûre que l'activité humaine soit l'origine principale de ce phénomène [...] quand j'étais petite, mon père m'expliquait que le Sahara gagnait déjà un kilomètre par an. Le monde a connu des changements climatiques qui n'avaient rien à voir avec l'activité humaine. Ce ne sont pas les travaux du Giec qui peuvent établir avec certitude que l'homme est la cause du changement climatique. » <https://www.terraeco.net/Marine-Le-Pen-Je-suis-plus.42003.html>

6 Le livret écologie en fait mention à la page sept.

7 Livret écologie, op. cit., p. 7

8 Ibid. p. 5

9 Florian Philippot proposait en 2015 des « droits de douane ciblés sur les produits fabriqués dans des pays qui ne respectent aucune norme environnementale », <https://www.terraeco.net/Le-FN-se-lance-dans-le-vert-et.58312.html>

10 Marine Le Pen, 22 propositions pour 2022

11 Les Echos, Jordan Bardella : « Le meilleur allié de l'écologie, c'est la frontière », par Valérie Landrieu, 7 avril 2019.

12 [https://www.lemonde.fr/planete/article/2016/12/03/ecologie-marine-le-pen-repeint-le-vert-en-bleu-blanc-rouge\\_5042774\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2016/12/03/ecologie-marine-le-pen-repeint-le-vert-en-bleu-blanc-rouge_5042774_3244.html)

Le Monde – Rémi Barroux, Ecologie : Marine Le Pen repeint le vert en bleu-blanc-rouge, Décembre 2016

13 Libération, Pour Le Pen, le « nomade » se moque de l'écologie car il n'a pas de terre » par Tristan Berteloot, publié le 14 avril 2019

14 Livret écologie, op. cit., p. 16

15 Voir les travaux de Johann Chapoutot, en particulier, La Révolution culturelle nazie, Paris, Éditions Gallimard, coll. « Bibliothèque des Histoires », 2017,

16 Ibid, p. 15

17 L'ethno-différencialisme soutien qu'à chaque peuple son lieu. Il ne revendique pas ouvertement une destruction des autres peuples mais leur relocalisation en leur sol « premier », « naturel », « organique ». D'où sa possibilité de défendre un pluralisme... du chacun chez soi (!).

18 Livret écologie, op. cit., p. 8

19 Zetkin Collective, Fascisme fossile, l'extrême-droite, l'énergie, le climat, La Fabrique, 2020 p. 112 -113

20 ibid

21 Zetkin Collective, op. cit., pp. 163 et sq. Nous reprenons ici très largement les scénarios avancés dans ces pages.

22 Ibid, p. 163

23 Ibid, p. 165

24 Ibid.

## HERVÉ JUVIN, DENSEUR « ÉCOLO » DU R.N.

*Un élu du Rassemblement national qui s'insurge contre l'empoisonnement au mercure des Amérindiens du Haut-Maroni par les orpailleurs en Guyane ? On aura tout vu. Hervé Juvin n'est pas n'importe quel militant d'extrême-droite.*

Hervé Juvin, député européen depuis 2019, élu sur la liste du Rassemblement national et ancien invité permanent au bureau national du parti de Marine Le Pen a joué un rôle clé dans l'élaboration du discours écologique du R.N. a priori à partir de 2017.

Son discours met en musique les thèmes d'une écologie « enracinée ». Il défend l'articulation entre un sol et une communauté ethniquement ou culturellement homogène. Au Parlement Européen il s'oppose au Pacte vert pour l'Europe au nom de la souveraineté étatique seule capable, avec la famille, de défendre, « nos coutumes, nos traditions et la singularité des mœurs de nos territoires, qui font la diversité de nos sociétés et qui (...) sont une réponse aux défis énergétiques » [1].

Etat-nation, famille, enracinement local et différencié des autres sociétés, le triptyque qui structure la parole de Marine Le Pen en matière d'écologie se retrouve dans la bouche de son ancien conseiller.

Le Parlement européen, en tant qu'instance supra-nationale tout comme les traités de libre-échange et les multinationales du fait du brassage de population qu'ils sont censés produire sont des dangers pour Hervé Juvin car ils « ne sont pas adaptés au relief ni aux habitudes des populations locales. Nous devons réviser des modes de construction qui font fi des traditions et qui font fi de l'expérience de plusieurs siècles de populations » [2]. Préserver les biotopes en passe la par la préservation des différences entre les sociétés. A chacun son sol. A chacun sa culture.

### Porosités

Hervé Juvin est présent en 2020 lors d'une table ronde organisée par l'Institut Iliade, cercle de réflexion d'extrême-droite, dans le cadre d'un colloque intitulé La nature comme socle [3]. Se croisent des membres de Génération identitaire, des revues d'extrême-droite Eléments, Limites, Valeurs Actuelles. Son parti n'est pas nommé. Il intervient aux côtés de Julien Langella, fondateur de Génération identitaire.

Lors de la table ronde la convergence avec les intervenants de l'extrême-droite extra-parlementaire a lieu autour d'une « critique du capitalisme mondialisé, de la marchandisation de la nature et de l'aliénation des formes de vie moderne. Base commune pour une écologie enracinée qui défend aussi bien le territoire local, l'héritage européen et la nécessité du noyau familial hétérosexuel » [4].

L'arrière-plan du colloque est résumé par son titre : « la nature comme socle » que Lise Benoist, auteur observant le colloque résume ainsi, « la nature justifie l'ordre social, critère, permettant de différencier ce qui est "naturel" (donc légitime), de ce qui serait "contre-nature" (par conséquent illégitime). »

Sans attribuer toutes les thèses portées par l'extrême-

droite extra-parlementaire à Hervé Juvin nous pouvons formuler l'hypothèse qu'il se situe à la jonction entre son organisation et l'ultra-droite. La naturalisation du politique n'est pas loin.

Hervé Juvin a été exclu du Rassemblement national en novembre 2022 suite à la révélation par l'Obs de sa condamnation en appel pour « coups de pieds » et « coups de poings » sur sa femme.

1 Mercredi 11 décembre 2019 – Bruxelles. Débat, intervention d'Hervé Juvin sur Le pacte vert pour l'Europe.

2 Mercredi 5 octobre 2022 – Strasbourg. Débat, intervention d'Hervé Juvin, Situations humanitaire après les inondations dévastatrices au Pakistan et la crise climatique.

3 Lise Benoist, Green is the new brown : poussée "écologique" à l'extrême droite, 2020

4 Ibid.

## L'EXTRÊME DROITE RADICALE ET L'ÉCOLOGIE

18/03/2023

*En complément à notre premier article sur le programme fumeux du RN (ici) , nous publions une analyse des références idéologiques de l'extrême droite sur les questions environnementales.*

*L'écologie identitaire a été théorisée et s'est développée dans les années 1970, dans les marges les plus radicales de l'extrême droite, dans le sillage et autour de la Nouvelle Droite. Sous diverses formes l'extrême-droite la plus radicale s'empare de la question écologique. Tour d'horizon de leurs thèses et de leurs pratiques.*

### La Nouvelle Droite, matrice idéologique

La Nouvelle Droite est décrite par Jean-Yves Camus, spécialiste de l'extrême-droite [1], comme l'une des écoles de pensée du paysage politique de la droite française. « Ni parti politique, ni cénacle littéraire ; ni société secrète, ni énième avatar d'une "internationale fasciste" qui n'existe pas », elle a pour principal intellectuel et théoricien, depuis près de quarante ans, Alain de Benoist.

Une conception de l'écologie qui existait déjà depuis la fin XIXe siècle, avant le national-socialisme, issu de la révolution conservatrice allemande. En France, certaines personnalités de l'extrême-droite notamment d'anciens SS, comme Robert Dun, l'ont développée.

La Nouvelle Droite, quant à elle, a d'abord critiqué cet intérêt pour l'écologie, Alain de Benoist considère que la pensée écologique était la conséquence d'un complexe de culpabilité provenant du christianisme. Marquée par le positivisme, le courant philosophique fondé au XIXe siècle par Auguste Comte, à la fois héritier et critique des Lumières du XVIIIe siècle, pour ce courant de pensée, la nature était la propriété de l'Homme. Celui-ci pouvait donc la faire fructifier, la mettre en valeur, l'anthropiser, mais en respectant une certaine modération.

Entre les années 1980 et 1990, conscient que l'écologie est devenue un enjeu important de notre époque, tant par les ravages de la société productiviste devenus flagrants et planétaires mais aussi parce que cherchant à se renouveler doctrinalement et en cherchant de nouveaux alliés, Alain de Benoist s'intéressera aux

militants écologistes, antimondialistes. La Nouvelle droite, intègre les positions völkische ethnico-raciste, néopaiennes et anti-modernes issues pour partie de leur interprétation de l'œuvre du philosophe allemand Martin Heidegger.

C'est à ce moment que la Nouvelle Droite participe à faire connaître cette conception de l'écologie au reste de l'extrême – droite française. Les thèmes écologistes devinrent plus fréquents et fusionnent avec des thèses classiques de l'extrême droite dont celle du racisme. Ces théorisations s'inscrivirent dans une conception ethno-différentialiste de l'écologie.

## L'écologie identitaire

Cette évolution a provoqué une rupture avec d'autres éléments radicaux du GRECE. Pour mieux comprendre : la structure la plus connue de la Nouvelle Droite est le GRECE.

Le GRECE est un groupe de réflexion qui a longtemps été situé à l'extrême droite révolutionnaire et européiste avant de s'en éloigner lors du départ, au milieu des années 1980, de ses éléments les plus radicaux, vers le Front national (Jean Mabire, Pierre Vial, Jean Varenne, Jean Haudry).

Le GRECE est né des cendres du groupuscule publiant la revue Europe-Action, animée par feu Dominique Venner.

Mais il existe aussi un courant écologiste identitaire issue d'une dissidence du GRECE, Terre et Peuple, incarnée par la revue Réfléchir & Agir.

Ce courant, très proche idéologiquement des völkischen du début du XXe siècle et fréquemment associé à la mouvance identitaire, se caractérise par les traits suivants :

- 1/ le refus de la mégalopole à l'avantage de la vie dans des communautés villageoises ;
- 2/ l'éloge et défense des particularismes régionaux ;
- 3/ l'attrait pour les activités folkloriques souvent de nature païenne (célébration du solstice d'été, sapin de Noël, veillée, arbre de mai, costumes régionaux, etc.) ;
- 4/ l'éloge du naturisme et des médecines naturelles ; refus du christianisme universaliste destructeur des particularismes culturels locaux ;
- 4/ exaltation du régionalisme ;
- 5/ refus du métissage au nom de la préservation des identités ;
- 6/ promotion, donc, un mode de vie autarcique, antimoderne, respectant les identités régionales et folkloriques.

Nous pouvons comparer ces points avec les travaux menés par Stéphane Francois [2] sur l'écologie d'extrême droite afin de définir ce qu'est l'écologie identitaire. Cinq caractéristiques significatives se dégagent :

- 1/ Une écologie identitaire au sens où elle promeut la civilisation et les origines ethniques européennes dont il s'agit de retrouver les sources et de protéger la pérennité.
- 2/ Enracinée : il s'agit de préserver les particularismes locaux et régionaux du « grand ensemble ethnico-culturel indo-européen ». La différence est acceptée dans le cadre d'une unité ethnique, historique et religieuse.
- 3/ Païenne : le christianisme ayant mis à mal l'harmonie cosmique de l'Homme et de la Nature

propre aux religions païennes indo-européennes, il faut fermer la parenthèse chrétienne. Cependant, depuis les années 2010, nous assistons dans les mouvances concernées (néo-droitières, identitaires) à un retour en grâce du christianisme, via l'élaboration d'une écologie chrétienne à la fois antimoderne et mixophobe.

4/ Mixophobe : la « vraie » écologie est une écologie des populations. Pour préserver les biotopes, il faut refuser à la fois l'installation de populations immigrées et le métissage sur le sol européen.

5/ Localiste : il s'agit de consommer les productions locales. Derrière cette défense des AMAP et autres circuits courts, il s'agit de promouvoir une forme d'autarcie grand-continentale dans la continuité des théories nationales-révolutionnaires (qui revendiquent un néofascisme qui se veut un mouvement de libération nationale en lutte contre les pouvoirs colonisant l'Europe (conception conspirationniste), s'opposant à celui-ci qui œuvrerait contre « un programme de libération nationale et sociale du peuple » européen. Les NR mettent en avant une continuité entre les notions d'ethnie, de peuple, de nation, de construction européenne, de socialisme et d'Etat). La défense du local se fait donc sur un fond de rejet de la mondialisation économique et de l'uniformisation des pratiques culturelles, elle se pare même d'un vernis « anticapitaliste ».

L'écologie ne devient réellement un enjeu majeur de l'extrême droite hexagonale qu'au début des années 2000. Cette thématique est reprise depuis par des néonazis et postnazis (« alt-right ») jusqu'aux néodroitières, nationalistes-révolutionnaires et identitaires.

La mouvance identitaire en fondant les Jeunesses Identitaires (2002) et le Bloc Identitaire (2003, devenu parti politique en 2009) a mis en pratique et développé en régions « l'écologie identitaire ». Le Bloc identitaire se réclamait du nationalisme régional mais avait un fond doctrinal provenant des travaux de la nouvelle droite ainsi que du GRECE.

Les principaux inspirateurs du Bloc Identitaire furent Dominique Venner, Pierre Vial et Jean Haudry (du mouvement Terre et Peuple) et Guillaume Faye.

Dans une de leur plaquettes intitulée : Qu'est-ce que le Bloc Identitaire?, datant de 2008, où nous pouvons lire :

« Notre ligne politique, Le combat du Bloc Identitaire est fondé sur quatre axes principaux : les identités complémentaires, le social, l'écologie et l'Europe. ».

Ils créent à la même époque : l'association Terroirs et productions de France dont la volonté était de régir les liens entre les producteurs et les consommateurs par une charte issue de l'écologie Identitaire.

Le Bloc Identitaire organisera en 2010 un colloque dont un des thèmes fut Localisme et Identité, (à noter la présence à l'époque de Hervé Juvin).

Les Nationalistes-révolutionnaires ne furent pas en reste, menés par Christian Bouchet à partir des années 90, ils firent de l'entrisme au sien de formations écologiques classiques, en particulier au Jeune Mouvement Ecologiste Indépendant. On vit même un groupe, le Mouvement d'action sociale (MAS), évoluer à la périphérie des nationalistes-révolutionnaires et des identitaires, faisant la promotion d'une écologie sociale.

On peut aussi évoquer les parutions de la question écologique dans des revues comme *Éléments*, le

magazine Terre et Peuple de « résistance identitaire européenne », les livres de la maison d'édition Culture & Racines, à la pointe de la collapsologie, ou dans les conférences identitaires de l'Institut Iliade (cofondé par Philippe Conrad, Jean-Yves le Gallou et Bernard Lugan) qui font la promotion de la pensée de Dominique Venner.

Citons ici quelques titres évocateurs de leurs colloques, (auxquels ont pu participer Marion Marechal, Génération identitaire, Alain de Benoist, Hervé Juvin et le directeur de la revue d'extrême-droite François Bousquets) : Pour une écologie enracinée : localisme et mise en valeurs, face à la pseudo écologie hors sol, pour une écologie enracinée et identitaire, Les droits des animaux, écologie pratique : pour une métapolitique possible de l'écologie, etc...

## L'écologie intégrale

Il ne faut pas oublier une autre tendance s'impose au sein de la droite radicale : l'écologie intégrale, une pensée d'inspiration catholique traditionaliste. Ses porte-parole officiels sont Eugénie Bastié, Marianne Durano, ou encore Gaultier Bès de Berc, co-initiateur des Veilleurs, un mouvement apparu en 2013 dans le sillage de La Manif pour tous. Certains ont écrit dans la revue trimestrielle « d'écologie intégrale » Limite, fondée en 2015 et disparue cette année. Utilisée par le pape François et par la députée de gauche Delphine Batho, l'expression « écologie intégrale » peut susciter des interprétations multiples. Dans la version revendiquée par les ultraconservateurs, l'homme ne doit pas se contenter de protéger la planète mais aussi son propre corps. D'où un combat farouche à mener contre toutes les possibilités nouvelles intervenues dans le champ bioéthique : avortement, procréation médicalement assistée et recours aux mères porteuses. Au sein d'une multitude de groupes locaux et dans toute la France, des militants d'extrême droite disputent à la gauche le monopole de la défense de l'environnement, sur laquelle ils projettent leurs obsessions nationalistes. Héritier du Bastion social, de Génération Identitaire, membres de l'Action Française, de syndicat étudiant comme la Cocarde, qu'ils soient catholiques traditionalistes, royalistes, ils pratiquent une « écologie de terrain ».

Qu'ils prônent une écologie identitaire une écologie intégrale, le localisme et malgré les apparences, ce ne sont pas de tranquilles collectifs paysans, leur combat se pare de vert, en plus de leurs opérations d'agit-prop typiques de l'extrême-droite comme « l'immigration tue », « Nos villages ont besoin de services publics, pas de migrants », ces groupes proposent à leurs membres de travailler la terre à travers l'entretien du potager communautaire, des AMAP et autres circuits courts, de participer à des maraudes en faveur des « vrais français ». Il n'est plus rare de voir les jeunes d'extrême droite s'affirmer écologistes. Les idées de cette « génération vert-brun » prospèrent et revisitent les marottes de l'extrême droite, « islamisation de la France » et appel à la « guerre totale au gauchisme ». Pour le militantisme d'extrême droite, la référence à l'écologie est la conséquence logique de l'idéologie de la « guerre civile raciale, le Grand remplacement » : il s'agit pour eux de protéger la « race blanche ».

Drôle d'époque, où les frontières politiques se

brouillent. A l'image du rapprochement opéré ces dernières années entre des catholiques ultras, tenants de l'écologie intégrale et des mouvements issus de la nouvelle droite d'inspiration néopaienne.

Camille Boulègue

[1] Jean-Yves Camus, « La Nouvelle droite : bilan provisoire d'une école de pensée », La Pensée, n°345, janvier-mars 2006, p. 23.

Pour une présentation plus détaillée de l'histoire et de la cartographie de la Nouvelle Droite, voir Stéphane François, Les Néo-paganismes et la Nouvelle Droite (1981-2006), Milan, Archè, 2008, 320 p.

[2] Stéphane François, Les Néo-paganismes et la Nouvelle Droite (1980-2006). Pour une autre approche, Milan, Archè, 2008 ; « La Nouvelle Droite et l'écologie : une écologie néopaienne ? », Parlement(s).Revue d'histoire politique, n° 12, 2009, pp. 132-143 ; L'Écologie comme enjeu de l'extrême droite, Paris, Fondation Jean Jaurès, 2016 ; « L'extrême droite et l'écologie », Revue Française d'Histoire des Idées Politiques, n°44, 2016, pp. 187-208 ; « L'écologie par-delà les clivages politiques », in Olivier Hanse, Annette Lensing & Birgit Metzger (dir.), L'Écologie dans le clivage gauche-droite : convergences et divergences entre l'Allemagne et la France des années 1970 à nos jours, Bern, Peter Lang, 2018 (à paraître). Qu'est ce que le nationalisme-révolutionnaire ? [en ligne] <https://tempspresents.com/2013/06/07/nicolas-lebourg-definir-le-nationalisme-revolutionnaire-2/>, consulté le 18 mars 2023.

## FACE AU RN, UN BARRAGE OU UN BOULEVARD ?

30/04/2023

*« Je sais aussi que nombre de nos compatriotes ont voté ce jour pour moi, non par conviction pour notre projet, mais pour faire barrage à celles de l'extrême droite. Je veux ici les remercier et ce vote m'oblige pour les années à venir ».*

Cette phrase est extraite du discours de Macron, au soir de sa réélection, le 24 avril 2022. Force est de se demander, aujourd'hui, à quoi ce vote l'a obligé, et comment la Macronie a entendu cette volonté de faire « barrage » aux convictions de l'extrême-droite !

Alors que la première phase de la « bataille des retraites » se termine avec l'emploi de l'article 49-3 et la validation de la loi par le Conseil Constitutionnel, la plupart des commentateurs et éditorialistes, s'appuyant sur une batterie de sondages, nous indiquent dans un unanimité touchant qu'il n'y a qu'un grand vainqueur, le Rassemblement National, et que celui-ci, et Marine Le Pen, seraient lancés à grande vitesse sur l'autoroute de la victoire en 2027. Comme si la séquence d'un grand mouvement social et populaire, qui met en difficulté l'ensemble du projet politique d'Emmanuel Macron sans pour autant obtenir de victoire franche, mais sans être défait à l'issue de trois mois de batailles, ne pouvait qu'être profitable à la seule force politique qui n'a cessé de cultiver l'ambiguïté tant sur le fond de la réforme que sur le soutien ou parfois la condamnation, on ne saurait dire, de la mobilisation qui s'y oppose.

## Ambiguïté du RN

Il y a d'abord le hiatus entre l'affichage de la volonté d'un retour à la retraite à 60 ans avec 40 annuités, présenté à la hâte dans le programme du RN de 2022 et la succession de virages périlleux, de moments de vérité extorqués par des contradicteurs pugnaces lors de débats ou d'interviews qui présentaient un système aussi nébuleux que la réforme gouvernementale et aboutissant au fait qu'une personne ayant commencé à travailler à 25 ans n'aurait pu partir qu'à 67 ans au moins. Exit aussi, comme pour la Macronie et la droite, toutes les questions de pénibilité et d'emploi des seniors. En réalité, comme sur la plupart des sujets sociaux, le RN retourne à ses fondamentaux de parti défendant à sa façon les intérêts bourgeois et qui apparaissent clairement dans ses votes à l'Assemblée nationale : contre une taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros, contre une taxe sur les superprofits des entreprises, contre l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe, contre la hausse des moyens de lutte contre la fraude fiscale, contre le rétablissement de l'ISF... mais pour la hausse du plafond de défiscalisation des heures supplémentaires et pour la baisse des impôts de production. Et quand il s'agit des salaires, là aussi, le RN sort de l'ambiguïté à ses dépens : vote en juillet 2022 contre l'augmentation du SMIC, mais une proposition de loi, en janvier 2023, pour une augmentation de 10% des salaires, reposant uniquement sur une nouvelle exonération de cotisations patronales.

Tout ceci est très clair et les « solutions » à la question du financement des retraites, avancées par le RN après plusieurs semaines de silences et d'hésitations n'ont fait que renvoyer aux obsessions du RN : la lutte contre l'immigration et une politique nataliste. Sébastien Chenu, déclarant, (France Inter, 13 février 2023) : je préfère que l'on fabrique des travailleurs français, plutôt qu'on les importe ». Tout est dit dans une seule phrase, supprimons les prestations sociales pour les immigrés, renvoyons les femmes à la maison, tout ça financera les retraites !

Pour que la stratégie du RN, silencieux ou presque sur le fond du projet de loi, opposé à une réelle bataille parlementaire (75 amendements, rappelons-le...), surjouant la respectabilité et la défense des institutions attaquées par la Nupes, soit efficace, il lui fallait un mouvement social puissant, mais pas trop. Assez puissant pour mettre en difficulté la Macronie, pour mettre en lumière les thèmes de mobilisation et les colères, mais pas trop, car un tel mouvement social, impulsé par une intersyndicale unie, soutenu par l'ensemble des forces politiques de la Nupes, et qui avait très clairement affirmé que le RN n'y avait pas sa place, ne devait en aucun cas être en mesure de triompher et de représenter un débouché, une alternative politique à la crise multiforme qui ébranle l'ensemble du projet politique de Macron. C'est pourquoi le RN a oscillé entre une condamnation des manifestations et des grèves au début du mouvement « il ne faut pas bloquer la France, il ne faut pas ajouter de désordre, etc... » et un soutien du bout des lèvres au moment des plus grandes mobilisations de mars en regrettant, par la voix de certains députés, que ses élus ne soient pas les bienvenus dans les cortèges... Pour se poser enfin en garant de « l'ordre républicain » dès la décision du Conseil Constitutionnel, renouvelant son

soutien aux forces de la répression, n'hésitant à envoyer un député poser aux côtés d'une unité de BRAV et retrouvant sans peine ses accents habituels de dénonciation des « milices d'extrême-gauche ».

## Et à la fin c'est le RN qui gagne... vraiment ?

Est-ce suffisant pour que le renforcement du RN et sa victoire en 2027, seule perspective qu'il est aujourd'hui à même de proposer, soient inéluctables ? C'est la petite musique, censée donnée à cette prophétie une force suffisante pour nous faire croire à son caractère inévitable et nous préparer à un nouveau chantage sur le thème du « moi ou l'extrême-droite » que l'on entend seriner matin et soir tant par les éditorialistes que par les tenants de la Macronie.

Plusieurs obstacles se dressent malgré tout sur cette route supposée triomphale. D'abord l'unité, la force et la persistance du mouvement social qui s'est étendu jusqu'aux plus petites villes, dans ce qui a été appelé « la révolte des sous-préfectures ». Ces manifestations massives ont eu lieu dans des territoires où le RN ne bénéficie pas de solide implantation locale, malgré parfois des scores avantageux, et sur des thèmes qui lui sont étrangers. Les mobilisations, le plus souvent à l'appel des intersyndicales, ont permis de retisser les liens de solidarité distendus entre générations, équipes militantes, organisations politiques.

Mais aussi la poursuite du mouvement après le passage en force du 49-3, le soutien dont il continue de bénéficier après les interventions présidentielles et son élargissement progressif à d'autres thèmes mobilisateurs, complique encore la tâche du RN et rend son positionnement « attentiste », de recours, de moins en moins crédible et performant.

Impossible pour lui de rebondir sur la dénonciation des violences policières, sur la lutte contre l'ensemble des mesures répressives, arrestations préventives, amendes, menaces de dissolution ou de sanctions contre les Soulèvements de la Terre ou la Ligue des Droits de l'Homme. Impossible pour le RN de s'insérer dans les mobilisations écologistes massives de ces dernières semaines.

Après les rodomontades de Macron sur son programme de 100 jours, le mouvement social en cours a changé de nature. Il n'est plus le simple refus d'une contre-réforme libérale, mais il porte en lui toutes les « colères » populaires qui se sont exprimées de manière dispersée depuis la crise de 2008. La force du FN, puis du RN, jusqu'à présent consistait à donner un sens raciste, souverainiste, à toutes ces colères, à les transformer en ressentiment individuel ne pouvant connaître qu'un seul débouché, l'élection à la Présidence de Marine Le Pen.

Aujourd'hui, la donne a changé et la force du RN tient plus au basculement à droite des méthodes et discours gouvernementaux qu'à sa réelle force de mobilisation et d'implantation. Ce que Marine Le Pen commence à entrevoir quand elle entame une prudente campagne de déplacements locaux, espérant montrer comme elle est bien reçue, loin des casserolades qui vont rythmer quotidiennement les apparitions de Macron et de ses ministres. Le danger vient de la banalisation des propos et des thèmes racistes qui sont maintenant utilisés sans vergogne par les ministres les plus en vue, dans l'espoir de diviser notre camp social et de

reconstruire un nouveau bloc réactionnaire allant jusqu'à à inclure de larges franges du RN. A cet égard, on doit tout particulièrement s'inquiéter du projet de loi Asile et Immigration du gouvernement qui conduit à une négation radicale des droits fondamentaux des migrant-es. Ce projet de loi s'inscrit délibérément dans une vision utilitariste et répressive dont témoigne l'obsession des expulsions et l'inscription des sans-papiers au fichier des personnes recherchées. Les migrant-es sont déshumanisé-es et considéré-es uniquement comme de la main d'œuvre potentielle. Cela est d'autant plus inquiétant dans le contexte international actuel. L'attaque s'inscrit dans l'agenda global du gouvernement : chômage, retraites, logement, santé... Elle accompagne et renforce la libération de la parole d'extrême droite, les discours racistes et serait un outil utile au RN si celui-ci était victorieux en 2027.

Le danger c'est aussi l'institutionnalisation de toutes les nouvelles mesures répressives qui ont clairement pour but de réduire drastiquement le champ de toutes les expressions d'opposition. Mesures qui peuvent fédérer autour d'elles toutes les forces de droite et d'extrême-droite. Le danger, enfin, réside dans l'augmentation des violences perpétrées par les

groupuscules d'extrême-droite contre les expressions et les organisations du mouvement social, les migrants, les associations féministes et les personnes LGBTQI. Violences qui sont banalisées par Darmanin et qui ne donnent que très rarement lieu à des poursuites, malgré les informations quotidiennes et toujours plus inquiétantes sur l'armement et l'entraînement de ces milices, alors que l'on assiste à la stigmatisation continue des soi-disant ultra gauchistes et du « terrorisme écologiste ».

On est, un an jour pour jour après le discours d'Emmanuel Macron, fort loin d'un prétendu « barrage » face à l'extrême-droite mais plutôt face à la plus claire des compromissions, sans principes, entamée dès les premiers jours du second quinquennat.

Au sein du mouvement social, c'est la responsabilité de nos organisations politiques de construire l'unité contre le danger de l'extrême-droite sous toutes ses formes, de soutenir les moyens d'expression, d'organisation et de formation qui réduiront son influence et de participer à l'auto-défense de toutes les mobilisations.

Camille Boulègue